

La RSI pourrait faire taire sa chaîne culturelle

MÉDIAS Le projet de réduction des programmes d'actualité et des contenus «parlés» de Rete Due, la deuxième chaîne de la RSI, provoque une massive levée de boucliers au Tessin. Une pétition contre sa «redéfinition» a recueilli plus de 10 000 signatures

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

Rete Due, la chaîne culturelle de la RSI depuis trente-cinq ans, pourrait subir le même sort qu'Espèce 2. La perspective de réduire le contenu «parlé» – initialement, on parlait d'un passage de 40% à 10% du temps d'antenne – suscite un vif débat au sud des Alpes. Si la grande majorité des personnes qui se sont publiquement exprimées y sont nettement défavorables, ce n'est pas le cas de Giovanni Cossi, ancien responsable des ressources financières et Risk Manager à la RSI pendant plus de vingt ans, et à l'origine d'un rapport relatif aux coûts de la RSI, rédigé en 2010.

Sa position est claire: Rete Due doit être éliminée. «La Suisse italienne compte moins de 400 000 habitants et trois chaînes de radio publiques. C'est certainement un record Guinness! Il s'agit d'un super luxe – qui coûte 15 millions de deniers publics par an, dont 5 pour l'Orchestre de la Suisse italienne, et dont les quatre cinquièmes viennent du nord des Alpes. On ne peut pas se le permettre!» D'autant que les auditeurs sont «200-300, maximum», ajoute-t-il.

Cinq à sept licenciements

La RSI doit économiser 11 millions en quatre ans et la pression venant de Berne est forte, souligne-t-il encore. Sacrifier Rete Due, chiffres à l'appui, est selon lui une décision sensée: «Un malade qui a une tumeur et les ongles longs se fait enlever la tumeur avant

qu'on lui coupe les ongles.» Une décision qui aurait dû être prise il y a vingt ans, estime-t-il.

Sa suggestion: prendre la culture et la musique des trois chaînes de la RSI, faire une sélection et la redistribuer sur deux chaînes. Les débats et l'approfondissement peuvent se faire sur les autres chaînes: «Il y a dix ans, je proposais l'élimination de Rete Due sans licenciement. Aujourd'hui, il faudrait congédier 5-7 personnes; ce n'est pas un scénario catastrophe.»

«La Suisse italienne compte moins de 400 000 habitants et trois chaînes de radio publiques. C'est certainement un record Guinness!»

GIOVANNI COSSI, ANCIEN RESPONSABLE DES RESSOURCES FINANCIÈRES À LA RSI

Il soutient par ailleurs que la RSI a un problème de culture d'entreprise. «Des cadres qui s'échangent des faveurs, qui donnent des contrats externes aux amis, cela ajouté à la partitocratie», détaille-t-il, précisant que si cela vaut pour toute la SSR, «au Tessin, c'est plus grave encore. La situation extraordinaire du covid et les difficultés financières qui émergent nous offrent l'opportunité de faire le ménage; il faut la saisir.»

Historienne experte en audiovisuel, Nelly Valsangiacomo fait, pour sa part, valoir que dans la concession de la SSR, il est clairement énoncé que l'informa-

tion, la formation et la culture sont à la base du service public, que leur qualité doit se distinguer des radios privées et que le web doit accompagner le linéaire, et non le remplacer. «Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le mandat que la RSI est tenue de remplir.» D'ailleurs, la conseillère aux Etats tessinoise Marina Carobbio Guscetti a interpellé le Conseil fédéral, demandant s'il n'a pas l'intention d'intervenir «pour faire respecter la concession de la RSI».

Avoir un lieu dans notre société pour l'information plurielle et la «lenteur de la réflexion» est indispensable, plaide l'historienne, rappelant qu'outre le service public, aucun autre média ne dessert tout le territoire national et que la RSI n'est pas uniquement un véhicule d'informations. «Elle est la seule institution médiatique de production culturelle italophone en Suisse.» Est-ce que les économies doivent forcément se faire sur le dos du personnel et de la qualité de la programmation? interroge-t-elle.

Débat national

Sur un point, elle rejoint Giovanni Cossi: la «culture d'entreprise malade» de la RSI, déplorant son «organigramme pachydermique et son absence de transparence». «La population a le droit de connaître les stratégies et les buts du service public; nous payons une redevance. Pour l'instant, le seul objectif connu est l'épargne.» Citant l'initiative du conseiller national Carlo Sommaruga qui demande un contrôle externe et public de la SSR plus serré, elle avance que Rete Due est la pointe de l'iceberg. «Il faut ouvrir le débat à l'échelle nationale, sur la SSR, pour un véritable service public fort; les citoyens ont besoin d'un bon journalisme, surtout en ce moment de crise.» ■